

La bourgeoisie sioniste poursuit sa guerre d'extermination !

La politique sioniste d'annexion des terres palestiniennes se poursuit. La ligne de démarcation dans la bande de Gaza, dite « ligne jaune », instaurée à partir du plan de Trump du 10 octobre constitue désormais pour Israël « une nouvelle frontière ».

La Ligne jaune constitue une nouvelle frontière, une ligne de défense avancée pour les localités (israéliennes) et une ligne d'attaque. (Eyal Zamir, chef d'état-major de l'armée israélienne, 7 décembre)

Le mal nommé « plan de paix » avalisé par l'ONU, tous les impérialismes, toutes les dictatures et monarchies arabes permet en effet à Israël, qui occupe plus de 53 % de la bande de Gaza, de continuer à frapper militairement quand bon lui semble le réduit où s'entassent 2 millions de Palestiniens démunis de tout. L'aide humanitaire rentre au compte-gouttes, environ 100 camions par jour, alors qu'il en faudrait 600, la population vit sous les tentes, dans le froid, le vent et la pluie, sans infrastructures sanitaires. Les hôpitaux sont détruits ou dans le plus grand dénuement, et Israël interdit même la plupart des demandes d'évacuations des malades ou blessés les plus graves. Depuis le cessez-le-feu du 10 octobre, 379 Palestiniens ont été tués et 992 autres ont été blessés.

Ce plan est censé, dans sa phase 2, prévoir le retrait de l'armée israélienne de la bande de Gaza. Mais tout est en réalité entièrement soumis aux volontés du gouvernement israélien, qui peut en déterminer comme il le souhaite les conditions d'application, qu'il s'agisse du désarmement du Hamas, de la mise en place d'une force militaire internationale de stabilisation, de sa composition et son rôle exact, etc. La déclaration du chef d'état-major israélien ne fait qu'avaliser une situation de fait : le plan de paix a donné toute latitude à Israël pour faire ce qu'il veut de la bande de Gaza. C'est pourquoi l'impérialisme américain prévoit également, sous la houlette du gendre de Trump, Jared Kushner, la construction de 5 zones résidentielles à l'est de la ligne jaune, donc sous contrôle israélien, avec la participation, encore incertaine à cette étape, de capitaux des monarchies arabes.

Dans le même temps, Israël poursuit impunément ses bombardements sur le sud du Liban, malgré le cessez-le-feu qu'il a signé le 24 novembre 2024. L'armée israélienne occupe toujours 5 points frontaliers, interdisant aux habitants de retourner dans leurs villages, dont beaucoup ont été délibérément détruits, et de cultiver leurs champs.

En Syrie, des troupes israéliennes se sont déployées dans la zone démilitarisée sur le plateau du Golan, au-delà de la ligne de démarcation entre la partie de ce territoire syrien annexée unilatéralement par Israël en 1981 et le reste de la Syrie. Israël intensifie ses raids dans le sud de la Syrie. Dans la nuit du 27 au 28 novembre, le village de Beit Jinn,

à 40 kilomètres de Damas, a été investi par l'armée israélienne, qui a qualifié cette opération « d'intervention de routine », faisant 13 morts et 24 blessés.

En Cisjordanie, du 7 octobre 2023 au 1^{er} décembre dernier, 1 034 Palestiniens (dont 224 enfants) ont été tués par les soldats et les colons israéliens. Les colons multiplient les exactions contre les villages palestiniens, plus de 260 attaques ont été recensées pour le seul mois d'octobre ! Parallèlement, l'armée et la police israéliennes intensifient les destructions

de maisons, les arrestations, les entraves au déplacement. À Jénine, Tulkarem et Nour Shams, l'armée israélienne a déplacé de force plus de 40 000 habitants et détruit des centaines de maisons. Depuis près d'un an, personne n'a pu rentrer chez lui. Une vidéo tournée le 27 novembre, à Jénine, montre deux Palestiniens qui sortent mains en l'air d'un entrepôt encerclé par les soldats israéliens et attaqué par les bulldozers. Ils sont sans armes et obéissent à toutes les injonctions des soldats, mais ils sont froidement abattus.

Le pouvoir exécutif français approuve le plan Trump. La bourgeoisie française continue à collaborer avec Israël et à l'approvisionner en

moyens de destruction. Macron a ouvert le salon Milipol de novembre aux marchands d'armes israéliens. Le gouvernement a empêché la tenue du colloque au Collège de France sur la Palestine en novembre. Les tribunaux condamnent les militants propalestiniens. Plus que jamais, l'antisémitisme est assimilé par l'État et les médias de masse à de l'antisémitisme.

Les organisations ouvrières, partis et syndicats, doivent s'unir pour :

Abrogation des lois israéliennes contre l'UNWRA. Levée du blocus de Gaza par Israël et l'Égypte, ouverture de tous les points de passage.

Arrêt des bombardements, retrait immédiat de l'armée israélienne de Gaza, de Cisjordanie, du Liban et de Syrie. Libération sans condition de tous les prisonniers palestiniens des prisons israéliennes.

Fin de toute recherche à des fins militaires avec Israël et de toute collaboration universitaire qui sert à renforcer l'armée génocidaire. Blocage de toute livraison d'armes à Israël.

Abrogation de la loi dite « antisémitisme » dans l'enseignement supérieur. Annulation de toutes les procédures et peines contre les militants propalestiniens.

Ouverture des frontières de la France et de l'Union européenne aux blessés et aux réfugiés palestiniens.

10 décembre 2025

